

✿ Expression libre

22

### Deux ou trois mots sur l'effondrement de notre école

En quelques semaines, deux enquêtes poussées viennent de démontrer que notre système éducatif poursuit sa dégradation. Seul un changement d'état d'esprit, qu'une décentralisation et une autonomie accrue des établissements susciteraient, peut nous permettre d'enrayer cette bérézina annoncée. Cela suppose aussi que l'insécurité, avec ses foyers de violence et la dégradation des mœurs dans notre sphère sociale, restent à la porte des lieux d'études. Ce n'est pas gagné.

Premier marqueur, une évaluation officielle, purement nationale, portant sur 7000 établissements et 795 000 collégiens de 15 ans, montre que 52,8% de ces jeunes ne maîtrisent pas les fondements de la langue française, et 54,7% les savoirs requis en mathématiques. Second clignotant, la désormais célèbre enquête PISA(1), qui passe au crible tous les 3 ans les performances scolaires des élèves de 15 ans dans 81 pays les plus développés dans le monde, prouve qu'hélas la France continue de reculer. Certes, la pandémie de Covid aidant, la reculade est mondiale et générale, mais nous avons tout de même battu un record, en perdant 21 points en maths et 19 en lecture. Heureusement, nous restons dans la moyenne, entre la 23ème et la 26ème place. Mais le plus cruel est d'être désormais devancé en sciences (hier notre point fort) par les Etats-Unis, l'Allemagne et le Royaume Uni. Les Français qui s'enorgueillissaient d'avoir le système scolaire le plus abouti au monde doivent aujourd'hui en rabattre.

### **Non au nivellement par le bas**

C'est vrai, reconnaît l'expert en éducation de l'OCDE Eric Charbonnier, le Programme International PISA n'avait jamais connu pareil effondrement depuis la première étude de l'an 2000, mais hélas notre baisse franco-française est plus marquée qu'ailleurs, car nous partons de plus haut.

Le plus dur à avaler est de constater que les efforts déployés pour soutenir les élèves les plus défavorisés dans des quartiers classés en « *éducation prioritaire* » se révèlent pas toujours très payants. Dans les établissements ZEP, 79% des élèves de 15 ans comprennent difficilement les fondements de la langue française et 83% en mathématiques ne maîtrisent pas la résolution des problèmes, commentait récemment le nouveau Ministre Gabriel Attal. Malgré ces efforts budgétaires conséquents, de l'ordre de 2 milliards d'euros supplémentaires, syndicalistes et experts en éducation considèrent pour la plupart que la faille de notre système est l'inégalité des conditions sociales des élèves. « *Avec 113 points d'écart entre élèves favorisés et défavorisés, la France serait parmi les cancre avec la République tchèque, Israël, la Hongrie, la Suisse, la Belgique, note Alice Mérieux dans « Challenges »*. Non, pas seulement, rétorque le Ministre Attal, qui a décidé de s'attaquer d'abord au « *choc des savoirs* » avant de considérer les derniers restes de l'analyse marxiste de l'échec scolaire et d'affronter les pédago sur le sujet du redoublement.. Il faut relever le niveau de tous les élèves, en primaire, au collège, au lycée, assène-t-il. Ce qui l'inquiète, c'est « *le nivellement par le bas* ». Les écarts entre les élèves de faible et de plus haut niveau se réduisent très légèrement, explique-t-il, mais c'est une fausse bonne nouvelle car en réalité cette réduction est d'abord liée à la baisse du niveau des meilleurs élèves ». Une franchise qui tranche avec les hypocrisies d'hier.

### **Retrouver Fernand Buisson**

Pour application dès l'an prochain, le Ministre a dit son intention d'instaurer des repères annuels, voire semestriels, sur les apprentissages nécessaires, ce qui aidera les enseignants à se concentrer sur l'essentiel et à relever le degré d'exigence général. Pour ce faire, des manuels scolaires aux méthodes pédagogiques éprouvées seront labellisés, tant en lecture qu'en mathématiques, dès le CP à la rentrée de septembre 2024.

C'est en matière d'enseignement des mathématiques que le changement risque d'être le plus sensible. « *Ma première décision est de généraliser la méthode Singapour, du primaire jusqu'à la terminale, explique le remuant disciple du Président Macron. Ce dernier a pris la bonne décision en laissant son disciple Attal se roder rue de Grenelle au management du mammoth cher à feu Claude Allègre, alors qu'il avait clamé fin août sa volonté de faire de l'éducation un de ses domaines de prédilection. On l'a échappé belle. Du mammoth, sans doute, mais du « premier employeur européen » corrige le jeune homme, dont la première impression d'une massification déraisonnable devrait être la bonne. La méthode de Singapour est plus simplement une méthode française, celle de Fernand Buisson, au tout début du siècle dernier, qui consiste à manipuler des objets avant de découvrir des concepts et à enseigner les fractions dès le cours élémentaire. « Le concept avant l'abstrait », dit Attal, citant Buisson, le pédagogue chéri des socialistes (dont le fameux Vincent Peillon, prof de philo en Suisse mais ministre de l'EN en France qui ne voyait en Buisson qu'un laïque étroit). Un retour aux sources qui fera de Buisson la star de la rentrée de septembre 2024 dans les petites classes. Si les bouliers asiatiques y font leur apparition comme sur les marchés vietnamiens...*

### **Logique bureaucratique**

Dans le Point, analysant les chiffres de l'évaluation nationale des élèves de 15 ans comme un véritable « *krach éducatif français* », l'essayiste Nicolas Baverez dressait fin novembre un constat accablant de nos manquements. Il se rassure en remarquant que « *seuls les établissements privés présentent dans ces études des performances acceptables, largement supérieures à celle de l'école publique, hors éducation prioritaire* ». Sa formation d'économiste lui permet d'affirmer que le manque de moyens, comme le veut la doxa de gauche, n'est pas l'explication des difficultés de l'école publique. Cherchez plutôt vers « *l'organisation figée et dysfonctionnelle* » de notre enseignement, vers « *le centralisme paralysant, la logique bureaucratique qui ne prend jamais en compte la qualité de l'enseignement* », nous dit-il. Logique bureaucratique qui tient pour négligeable la montée des foyers de violence et de radicalisation, restée sourde jusque dans les établissements où deux de nos professeurs furent assassinés, jusque dans les établissements ruraux éloignés, où l'indiscipline et le harcèlement ne sont plus des interdits pour les élèves déclassés.. Et Baverez d'enfoncer le clou. Cette bureaucratie est indissociable du déclassement des professeurs, « *dont les rémunérations ont baissé de 28% en termes réels depuis 1982, et de leur sous-formation qui nécessite leur remplacement par des contractuels peu compétents* ». Le tout débouchant sur une crise majeure du recrutement, écrit Baverez.. Leur réhabilitation matérielle est indispensable si l'on mesure que les besoins de recrutement seront de 380 000 postes d'ici 2030. La décentralisation et l'autonomie des établissements devraient accompagner ce mouvement, ce qui nécessitera des redéploiements, car « *250 000 agents de l'Education Nationale, soit un quart des effectifs, sont affectés à des missions étrangères à l'enseignement* ». On retrouve ici le même phénomène que dans les hôpitaux publics où des cohortes de secrétaires vont et viennent dans les couloirs, alors que les effectifs des personnels soignants sous-payés sont chichement recrutés.

## **Réinvestir dans le primaire**

A cet égard, Baverez s'interroge sur le bien-fondé du plafond de 20% des moyens financiers affectés autoritairement à l'enseignement privé, plaidant pour l'égalité de traitement qui devrait être la règle dans une République digne de ce nom. En faisant le choix du privé pour l'éducation de leurs enfants, comme le font hypocritement nombre de nos éminences politiques de droite comme de gauche, des millions de familles françaises permettent à l'Etat de faire des économies budgétaires colossales. Dont personne ne parle, pas même les ministres du budget. Songeons que la « *vox populi* » limite à 64 milliards d'euros le budget de l'Education, première ligne budgétivore. Chiffre tout à fait faux. 110 milliards d'euros de dépenses éducatives, largement au-dessus de la moyenne de l'OCDE, corrige l'énarque Baverez. Qui n'oublie pas que les régions, les départements et les communes sont pour une large part financeurs et cogérants du système.

Réhabiliter le métier d'enseignant, décentraliser c'est-à-dire casser la sclérose verticale du mammoth, recruter et former des enseignants, renforcer la qualité de l'enseignement pour mieux lutter contre les inégalités, tout cela suppose des moyens financiers, alors que notre inspecteur des finances sis à l'Elysée nous a gonflés d'un quart (près de 800 milliards) une dette publique monstrueuse qui étouffe la collectivité publique. D'autant plus qu'en accord avec le jeune Ministre Attal, l'essayiste du Figaro et du Point qu'est Baverez estime indispensable un fort « *réinvestissement dans le primaire, sous-financé de 7% par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE, qui se trouve à la racine de l'exclusion scolaire* ». Touchante convergence.

## **Du jus, de l'espoir**

Les moyens ne manquent pas, dit avec Baverez la patronne de l'Institut économique Molinari, Cécile Philippe, dans une tribune choc que publie le quotidien Les Echos du 8 décembre. Le coulage, ça nous connaît. « *La France dépense sans compter* », écrit-elle. « *Il n'y a pas que les élèves de nos écoles petites et grandes qui ne savent pas compter* », explique-elle, relevant que les imprévoyances de l'Etat en matière de cotisations retraite des enseignants et personnels de services de l'EN provoquent un surcoût de 15 milliards d'euros. Un drôle de gisement pour redonner du jus et de l'espoir à nos enseignants saignés à blanc. L'ami du Président, le palois François Bayrou l'avait bien vu, il s'en est étranglé mais personne n'a voulu l'entendre. La massification ayant fait exploser les dépenses éducatives de 85% depuis la fin du siècle dernier, ce qui représente une dépense par élève de 5200 à 9860 euros, Cécile Philippe constate que « *sur les 29 pays européens, la France est en 22ème position* ». Une gestion plus décentralisée, l'autonomie des établissements et la fin des carences de formation des professeurs aboutiraient à des économies supplémentaires de 16 milliards (9% de nos prestations éducatives), explique-t-elle, selon des modèles utilisés dans les Pays Bas, en Estonie, en Irlande. Autant de pays qui, contrairement à notre malheureuse France qui mériterait un peu plus de considération et d'expertise, ne confondent pas désirs et réalités.

C.L.D'ESCLÉS